



Plateforme des
ONG Françaises
pour la Palestine

شبكة المنظمات الفرنسية
من أجل فلسطين

ECONOMIE / SOCIÉTÉ

CHIFFRES-CLÉS 2015

PIB (Banque mondiale 2014) : 12 737 millions de dollars (PIB en Israël en 2014 : 304 226 millions de dollars) – prévision 2015 (PCBS) : 7 493 millions de dollars

PIB/habitant (2013) : 2 828 dollars - prévision 2015 : 1 692 dollars

Taux de croissance : -0,8% pour 2014 (4,5% en Cisjordanie) / 0,9% prévu pour 2015

Part des secteurs d'activités dans le PIB (prévisions 2015) :

Services : 63,5%

Industrie : 13,5%

Construction : 9,5%

Agriculture : 4,1%

9,5% du PIB palestinien provient des transferts d'argent de la diaspora.

Autorité palestinienne

En 2015, la dette de l'Autorité palestinienne (AP) est en forte augmentation, atteignant 5 milliards de dollars (soit 39% du PIB). La dette extérieure a néanmoins diminué, s'élevant à 9,9% du PIB, dont 40% est considéré comme un don.

Le budget 2014 de l'Autorité palestinienne s'élevait à 4,2 milliards de dollars (3,1 milliards d'euros), comprenant un déficit de 1,3 milliard de dollars, qui s'est finalement chiffré à 1 milliard.

La plus grande part du budget 2014 a été allouée à la sécurité : 28%.

Après l'attaque israélienne sur la bande de Gaza, 43% du revenu de l'AP ont été dépensés pour Gaza.

70% du revenu de l'AP provient des recettes douanières, qui sont perçues par Israël et ensuite reversées à l'AP. Mais à chaque « vexation », Israël gèle le transfert des taxes à l'AP, la privant d'un revenu mensuel d'environ 127 millions de dollars, et empêchant le paiement de la totalité des salaires des 180 000 fonctionnaires de l'AP.

Le dernier gel du transfert des taxes palestiniennes a duré de janvier à avril 2015. De ce fait, l'AP a dû emprunter en urgence et n'a toujours pas présenté de budget pour 2015.

Sept mois après la Conférence des bailleurs pour la reconstruction de Gaza, 951 millions de dollars ont été versés ; c'est seulement 27% des engagements pris au Caire.

Coût de l'occupation

La Banque mondiale estime que le PIB palestinien serait 4 fois plus élevé sans les multiples restrictions et conflits affectant l'économie palestinienne.

L'attaque israélienne de l'été 2014 sur Gaza aurait causé la perte de 2,56 milliards de dollars. Elle a notamment gravement touché le secteur agricole (30% des terres endommagées) ainsi que le secteur privé (128 entreprises et ateliers détruits).

Pour aller plus loin : consultez les chiffres-clés sur [Gaza](#).

Commerce extérieur

Le commerce extérieur palestinien est entravé par les restrictions sur les exportations et le blocus en vigueur dans la bande de Gaza.

Le Bureau central palestinien des statistiques prévoit pour 2015 une balance commerciale de -2 634 millions \$ (1 359 millions \$ d'exportations et 3 993 \$ d'importations), ce qui représenterait une légère hausse des exportations et une légère baisse des importations par rapport à 2014.

L'économie palestinienne reste très dépendante de l'économie israélienne : en 2013, 81,7% des exportations et 71,3% des importations palestiniennes s'opéraient avec Israël. L'AP et Israël forment une quasi-union douanière instituée par le Protocole de Paris en 1994.

Le commerce entre l'Union européenne (UE) et la Palestine est très faible – 195 millions d'euros en 2014 – alors que l'UE est le premier partenaire commercial d'Israël avec des échanges équivalant à près de 30 milliards d'euros. L'UE importe environ 230 millions d'euros de produits des colonies par an.

Consultez les chiffres-clés sur les [colonies](#).

Emploi

Le secteur public est le principal employeur, concentrant 22,9% des employés. 11,7% des Palestiniens travaillent en Israël, participant au PIB à hauteur de 9,1%.

Au premier trimestre 2015, 110 300 Palestiniens de Cisjordanie travaillent en Israël et dans les colonies, chiffre en augmentation par rapport à 2014. Parmi eux, 58 700 possèdent un permis de travail, 39 300 travaillent sans permis et 12 300 ont une carte d'identité israélienne ou un passeport étranger. 64,9% des Palestiniens employés en Israël et dans les colonies travaillent dans le secteur de la construction.

Les femmes ont une faible participation à l'emploi ; inférieure à 46%.

Au premier trimestre 2015, le taux de chômage en Palestine est de 25,6% ; 16,3% en Cisjordanie et 41,6% dans la bande de Gaza. Le taux de chômage à Jérusalem-Est est également élevé : il est de 40% chez les hommes et 85% chez les femmes.

Pauvreté

Le taux de pauvreté est de 18% en Cisjordanie et de 40% à Gaza, où 80% de la population reçoit une assistance humanitaire.

Le taux de pauvreté des résidents palestiniens de Jérusalem-Est est néanmoins plus important que celui de la bande de Gaza ; il est de 75,4% pour 2014 (et 83,9% pour les enfants).

L'insécurité alimentaire touche les 2/3 des habitants de Gaza et 1/4 des Palestiniens de Cisjordanie.

Sources :

ACRI (The Association for Civil Rights in Israel)

AIDA (Association of International Development Agencies)

Al Jazeera

Association France Palestine Solidarité (AFPS)

Banque Mondiale

Commission européenne

Direction générale du Trésor

European Council on Foreign Relations

Middle East Monitor

Ministère français des affaires étrangères

Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS)

Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees)